6 LE REMBOURSEMENT DU COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

Par **Christophe de WATRIGANT**

Avocat

Chargé d'enseignement à l'université de Paris XII

1. — C'est un fait unanimement constaté : les entreprises françaises souffrent d'une insuffisance de fonds propres. Le problème n'est pas nouveau ; depuis longtemps, nombreux sont les auteurs qui se sont fait l'écho de ce handicap¹. Dans son quantum, le capital social est trop souvent conforme aux seules exigences posées par le législateur, mais généralement inadapté aux besoins réels de l'activité de la société². Les entreprises éprouvent dans ces circonstances les plus grandes difficultés à faire face à leurs investissements, par leurs propres moyens, ce d'autant que bon nombre d'entre elles ont vu leurs charges financières augmentées significativement au cours des dernières années.

Pour lutter contre ce mal endémique, les sociétés ont toujours tendance à vouloir privilégier les sources extra-bancaires de financement. Parmi ces sources, le compte courant d'associé fait assurément partie des outils les plus couramment usités. Le but recherché est ici de solliciter les associés pour qu'ils consentent à mettre à la disposition de la société une somme d'argent, sans qu'il soit pour cela nécessaire « d'immobiliser » celle-ci au capital. Les sommes ainsi mobilisées permettent à la société d'ajuster sa capacité financière, tout en évitant de subir les contraintes de garanties édictées par les prêteurs institutionnels.

En pratique, les titulaires de compte courant sont, surtout dans les petites et moyennes entreprises, les dirigeants sociaux, ou les associés détenteurs d'une part non négligeable du capital. Très souvent, c'est le fait d'un dirigeant ou d'un associé majoritaire qui laisse à la disposition de la société tout ou partie des sommes que la société reste lui devoir, ès qualité d'associé, de gérant, de directeur général, ou bien encore d'administrateur. Pour ceux-là, c'est une façon parmi tant d'autres de témoigner leur « volonté de contribuer à la solution des problèmes financiers de la société à la mesure des responsabilités et des pouvoirs qui sont les leurs »³. Il est par exemple fréquent de placer un temps en compte courant des sommes dues au titre de salaires, de jetons de présence, ou de bénéfices mis en distribution.

Le compte courant correspond aussi à une pratique fort répandue au sein des groupes de sociétés. Il servira tantôt d'instrument de financement réciproque entre deux sociétés d'un même groupe, tantôt d'instrument de financement des filiales par la société mère. Dans cette seconde hypothèse, de loin la plus fréquemment observée, le jeu consistera avant tout pour la société mère à autoriser, dans ses livres, un découvert à une ou plusieurs de ses filiales. La société mère pourra par ce biais là, dans la limite de ses capacités, assurer l'équilibre financier de son groupe.

2. — Initialement conçus pour pallier les difficultés passagères de trésorerie d'une société, les praticiens ont su, au gré des situations auxquelles ils étaient confrontés, multiplier les fonctions possibles du compte courant d'associé. Ainsi, aujourd'hui, il n'est pas rare d'utiliser un compte courant d'associé pour garantir l'obtention de financements externes, ou pour renforcer la structure financière de la société dans

la perspective des objectifs industriels et commerciaux qu'elle s'est fixé. Le compte courant d'associé devient par là un instrument de gestion financière⁴.

Quel que soit l'usage qui en est fait, et la fonction qui lui est réservée, tous les utilisateurs de compte courant confirmeront qu'ils ont recouru à ce mécanisme parce qu'il est peu formel, et surtout simple à manipuler. N'étant prisonnier d'aucun cadre juridique spécifique⁵, les contraintes pesant sur le fonctionnement du compte courant d'associé sont faibles. Les sommes mobilisées sont simplement visées par une mention figurant dans la comptabilité de la société bénéficiaire. Les titulaires de comptes courants devraient donc pouvoir normalement pratiquer certains retraits, comme bon leur semble, au gré de leurs besoins personnels, sauf l'hypothèse particulière d'une convention de blocage⁶. Ainsi, plus qu'en n'importe quelle autre hypothèse de crédit, le compte courant d'associé serait par essence l'expression de la confiance⁷.

L'apparente facilité de remboursement du compte courant peut cependant heurter certains principes élémentaires du droit des sociétés. Il en est ainsi quand par exemple le remboursement exigé par l'associé contrevient à l'*affectio societatis*. En d'autres circonstances, la direction de la société emprunteuse n'hésitera pas à se servir de sa situation financière délicate, et d'une insuffisance de trésorerie parfois bien réelle, pour différer une demande de remboursement d'un compte courant. L'entreprise a normalement tout intérêt à se défendre de la sorte le plus longtemps possible pour conférer aux sommes apportées en compte courant la même permanence que les fonds propres. Elle a d'autant plus de raisons de le faire qu'une jurisprudence, parfois hésitante, retient de plus en plus volontiers ces arguments conjoncturels permettant de différer les effets d'une demande de retrait de compte courant.

De là est né un contentieux important autour du remboursement, pour lequel la loi ne fournit aucune solution systématique. La célèbre souplesse du compte courant ne serait-elle que légendaire ? Il est certain que le retrait d'un compte courant d'associé sera toujours fonction d'une combinaison d'éléments relevant tout à la fois de la qualification juridique appliquée aux sommes mobilisées en compte, de l'existence ou non d'une convention écrite négociée lors de l'ouverture du compte, ou bien encore des difficultés éventuelles rencontrées par l'entreprise bénéficiaire.

I — LE FONDEMENT JURIDIQUE DU DROIT À REMBOURSEMENT : LA NATURE DU COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

3. — Le législateur n'a à ce jour posé aucun cadre juridique contraignant pour le compte courant d'associé. L'absence de statut juridique particulier, regrettée par certains⁸, renvoie donc la gestion du compte courant d'associé aux principes du droit commun. Ce constat oblige la jurisprudence à rechercher parmi des qualifications juridiques anciennes et admises, celle qui paraît être la plus appropriée au compte courant. À ce sujet, la jurisprudence a longtemps hésité. Elle a tour à tour suggéré un rattachement du compte courant d'associé à la notion « d'apport en société », ou à la notion de « prêt ».

(4) V. Urbain-Parléani, Les comptes courants d'associés : LGDJ, 1986, p. 13 et s.

(5) Au grand regret de certains auteurs : V. en ce sens, Danet, Comptes courants d'associés : pour en finir avec un apartheid juridique, RTD com. 1993, p. 55 et s. ; V. aussi, Champaud, préc., *supra*, note 3.

(6) V. en annexe, exemples de convention de blocage de compte courant d'associé au profit de la société pour un temps déterminé.

(7) V. Baudhuin, Crédit et banque : LGDJ, 1962, p. 11.

(8) V. Danet, préc., note 5.

(1) V. Couret, Comptes courants d'associés et entreprises en difficulté : Banque, n° 412, déc. 1981, p. 1422 et s. Dans le même sens, Vasseur, L'entreprise et l'argent : D. 1982, chron. p. 11 et s.

(2) V. Couret, préc., *supra*, note 1.

(3) V. Champaud, obs. RTD com. 1967, p. 788 et s.

Le choix n'est pas sans conséquence car c'est de lui que dépendra bien évidemment le fondement juridique du droit à remboursement. Plus l'analyse tendra vers la qualification juridique de prêt, et plus les modalités de remboursement du compte courant en seront simplifiées ; en revanche, plus l'analyse tendra vers la qualification de fonds propres, ou de quasi fonds propres, et plus les contraintes pesant sur l'apporteur en compte courant seront lourdes.

Mais ce n'est pourtant pas là le seul enjeu ! Du choix de la qualification juridique retenue pour le compte courant, dépend aussi une autre qualification, celle réservée au demandeur au remboursement : agit-il en qualité de créancier, ou d'associé de la société ? La question est assez délicate car, à première vue, les deux qualifications juridiques paraissent s'opposer : l'associé est un propriétaire, tandis que le créancier n'est qu'un prêteur.

Quel que soit l'enjeu véritable, le débat reste finalement toujours le même : le compte courant d'associé est-il ou non soumis aux règles des pertes entre associés et du partage des bénéfices ? Les circonstances d'un remboursement de compte courant d'associé sont toujours liées aux résultats de ce débat.

4. — Mais le sort réservé à ce débat peut quant à lui évoluer selon que l'entreprise à qui il est demandé le remboursement est sujette ou non à une procédure collective. La distinction entre associé et créancier de la société prend alors tout de suite une autre dimension : si le demandeur au remboursement d'un compte créancier est traité comme créancier, il doit alors produire simplement sa créance pour espérer en recevoir le règlement ; si, en revanche, le demandeur au remboursement est traité comme associé, alors, comme tout autre associé, il devra contribuer aux pertes de la société, sur le fondement de l'article 1844-1 du Code civil, et ne pourra récupérer le montant du solde créancier de son compte qu'après que l'ensemble des créanciers sociaux ait été désintéressé. Les chances d'aboutir pour le demandeur au remboursement paraissent bien plus grandes dans la première hypothèse. En réalité, la pratique des procédures collectives tend plutôt à démontrer que les chances sont égales : pour un associé, qu'il agisse ou non en tant que tel, il est tout aussi improbable qu'il puisse récupérer le solde créancier d'un compte courant que le montant de son apport en capital.

5. — Finalement, même face à une situation aussi critique que la constatation d'un état de cessation des paiements, la distinction entre associé et créancier n'aurait qu'un très faible impact pratique quand il s'agirait de qualifier juridiquement le rôle joué par le titulaire d'un compte courant. Mais cela n'est toutefois pas aussi simple : lorsque la société est seulement en danger, sans qu'il y ait encore matière à constater un état de cessation des paiements, le comportement d'un demandeur au remboursement d'un compte courant peut considérablement évoluer selon qu'il sait par avance qu'il sera traité soit comme un créancier, soit comme un associé :

— ou bien le demandeur au remboursement se considère comme un créancier, et dans ce cas il fait jouer son droit de créance au risque de provoquer une dégradation rapide de la situation économique de la société, voire l'ouverture probable et prochaine d'une procédure collective (les intérêts de la société seront alors sacrifiés au profit de ceux des créanciers) ;

— ou bien le demandeur au remboursement se considère comme un associé, et dans ce cas il devra, conformément à la notion d'*affectio societatis*, privilégier la protection du patrimoine social avant toute autre chose (le remboursement sera alors différé, et les intérêts de la société, en même temps que ceux des associés, ne seront plus sacrifiés mais au contraire protégés).

6. — La distinction entre associé et créancier a donc tout son intérêt, même en période critique. C'est du reste ce qu'a parfaitement saisi une partie significative de la jurisprudence qui n'a pas hésité à trancher la difficulté en prenant fait et cause pour une qualification plutôt qu'une autre.

Il y a peu de temps encore, il y avait ainsi les partisans de la qualification « compte courant d'associé = apport ». Le titulaire du compte courant était ici traité comme un associé. Ces partisans s'appuyaient encore récemment sur des décisions aussi favorables que celle du 16 janvier 1990 par exemple⁹. Très souvent, cette qualification

(9) V. 16 janv. 1990, Bull. Joly 1991, p. 916, note Le Cannu.

était le fait de l'apparence. C'est parce qu'apparemment les fonds mis en compte courant présentaient une certaine permanence, que la pratique comptable les assimilait à des quasi fonds propres. Le titulaire du compte courant se voyait ainsi conférer un droit d'associé, et non un droit de créance. Pour l'essentiel, cette qualification reposait plus sur une analyse économique, que sur un véritable raisonnement juridique.

Majoritairement, chaque fois qu'il s'est agi de retenir une qualification juridique précise pour le compte courant d'associé, la jurisprudence a tout de même privilégié celle des deux qualifications qui paraît devoir s'imposer avec le plus d'évidence : le compte courant vaut prêt ou avance faite au profit de la société¹⁰. Le versement en compte courant ne doit donc pas dans cette hypothèse être assimilé à un apport complémentaire, en marge du capital social déjà investi, pouvant impliquer une augmentation de capital et la création de parts ou actions nouvelles au profit du titulaire du compte. Cette qualification juridique de prêt repose sur un principe fondamental : il doit y avoir une dissociation nette entre la qualité de créancier attachée au jeu des avances faites en compte courant, et la qualité d'associé attachée à la réalisation d'un apport en capital.

7. — L'arbitrage définitif entre l'une ou l'autre des deux qualifications juridiques n'est cependant pas toujours aisée. La fameuse dissociation entre la qualité d'associé et la qualité de créancier est parfois sujette à caution. C'est ainsi qu'une frange non négligeable de la jurisprudence s'est faite l'écho d'une théorie médiane : plutôt que de prendre le parti d'une seule qualification juridique tranchée, n'y aurait-il pas lieu de considérer que les deux qualités de créancier et d'associé sont en réalité connexes s'agissant d'un titulaire de compte courant, et que les modalités de remboursement dudit compte devront nécessairement s'apprécier au regard de cette connexité. L'idée serait ici de considérer que pour un titulaire de compte courant, la qualité d'associé rejaillit obligatoirement sur la qualité de créancier. On admettrait ainsi en droit des sociétés la connexité, comme la Cour de cassation l'a déjà admise en matière de contrat synallagmatique lorsqu'un ensemble d'obligations dérive d'une convention cadre ou lorsque plusieurs contrats distincts forment en réalité un ensemble contractuel unique, au motif qu'il existerait entre eux un lien économique suffisant¹¹. Cette théorie de la connexité, appliquée à la matière du compte courant d'associé, n'est pas complètement saugrenue. On peut en effet supposer que l'avance de fonds est réalisée en considération du contrat de société. Ainsi, il est fort probable qu'en l'absence de toute qualité d'associé, l'intéressé n'aurait pas procédé à l'avance des fonds. Les deux conventions distinctes que sont l'apport en compte courant et l'apport en capital pourraient donc faire bel et bien partie d'un ensemble contractuel unique. Dans une affaire récente où il s'agissait de savoir si un associé pouvait solliciter la compensation entre la fraction non libérée d'un apport en capital et le solde débiteur de son compte courant personnel, la Cour d'appel de Dijon a fait droit à la demande de l'associé en question en retenant que l'obligation de libération intégrale du capital et l'obligation de rembourser le montant d'un compte courant sont connexes car nées en définitive d'un même contrat. Il ne faut toutefois pas se méprendre. Cette position demeure parfaitement exceptionnelle, et du reste la Cour de cassation a par la suite censuré l'arrêt¹². Aujourd'hui, il est couramment admis que les deux conventions sont juridiquement distinctes. La Cour part du principe que « l'appartenance à la collectivité des associés n'implique pas l'obligation de prêter à la société, laquelle suppose une volonté de contracter indépendante de l'adhésion aux statuts lors de la constitution de la personne morale »¹³.

8. — Tous ces débats, toutes ces hésitations ont finalement permis à la Cour de cassation de fixer sa position. Sa doctrine est désormais

(10) V. Cass. com., 15 juill. 1982, p. 968 ; Cass. com., 18 nov. 1986 : Bull. Joly 1986, p. 1147 ; Rev. sociétés 1987, p. 581 ; Cass. com., 24 juin 1997 ; Cass. 3e civ. 3 févr. 1999.

(11) V. Cass. 3e civ. 8 juill. 1971 : Bull. civ. III n° 446 ; Cass. com., 9 nov. 1982 : D. 1983, p. 466, note A. Honorat ; Cass. com., 18 févr. 1986 : Bull. civ. IV, n° 21.

(12) V. Cass. com., 20 mai 1997 : Bull. Joly 1997, p. 804 et s. ; RTD com. oct.-déc. 1997, p. 682 et s. ; BRDA 12/1997, p. 6 ; RJDA 11/1997 n° 1357, p. 931 et s.

(13) V. Note J.-M. Calendini, Bull. Joly 1997, p. 804 et s., ss Cass. com., 20 mai 1997 préc. note 12.

LE REMBOURSEMENT DU COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ (suite)

claire et stable ; c'est au regard de la qualité de créancier, et de cette seule qualité là, que doit être réglée la question opposant un associé à la société s'agissant du remboursement de son compte courant. Ce principe a été encore rappelé tout dernièrement par la Cour d'appel de Versailles dans un arrêt du 29 octobre 1999¹⁴. Le compte courant est donc vraiment assimilé à un prêt d'argent, et non à un apport en capital. Les conséquences de cette qualification sont les suivantes : le compte courant est soumis aux conditions et règles du prêt, tant en ce qui concerne le prêteur que l'emprunteur, sous réserve des dispositions particulières du droit des sociétés. Par ailleurs, « en tant que titulaire d'un compte créancier, (l'associé) est un créancier dont les prérogatives sont régies par le droit commun des obligations »¹⁵. C'est le fondement contractuel de la relation qui justifie du reste que le droit à remboursement du solde créancier puisse intervenir à tout moment.

9. — Reste tout de même le cas particulier des sociétés civiles : ici, les avances ou prêts en compte courant ne doivent pas être confondus avec les appels de fonds nécessaires à la réalisation de l'objet social auxquels peuvent être tenus les associés de certaines sociétés civiles particulières, notamment les sociétés civiles d'attribution, et les sociétés civiles de construction-vente. La Cour de cassation a ainsi considéré que les sommes versées par les associés d'une société civile en vue de la vente d'immeubles, pour satisfaire aux appels de fonds nécessaires à l'accomplissement de l'objet social, constituant, non des avances de trésorerie consenties à la société, mais des apports non capitalisés. Ces apports, même s'ils sont effectués sous la forme de versements en compte courant, correspondent à l'exécution d'une obligation, et au paiement d'une dette envers la société, doivent être maintenus à la disposition de cette dernière aussi longtemps que l'opération de construction le nécessite¹⁶. Ces appels de fonds, sous forme de versement en compte courant, ne sont donc pas remboursables à tout moment, et connaissent de ce fait là un sort moins enviable en comparaison des prêts ou avances classiques.

II — LE MÉCANISME DU REMBOURSEMENT : L'EXIGIBILITÉ IMMÉDIATE DES SOMMES INSCRITES EN COMPTE COURANT

10. — C'est donc un principe admis, sauf convention particulière, et hormis le statut spécifique de quelques sociétés civiles, la qualification de prêt autorise l'associé, ayant consenti une avance en compte courant à durée indéterminée, à décider seul du moment où il entend en réclamer le remboursement.

Cette règle, simple dans son énoncé, n'est pas sans conséquence.

Elle signifie en premier lieu qu'un associé peut demander le remboursement du solde créancier de son compte courant, même si cette demande est présentée dans une conjoncture difficile pour la société débitrice. La Cour de cassation l'a affirmé pour la première fois de façon explicite dans un arrêt du 15 juillet 1982¹⁷. Par la suite, à de nombreuses reprises, la Cour d'appel de Paris a confirmé, à son tour, ce principe d'exigibilité immédiate, sans que la société puisse opposer ses propres difficultés financières. Elle a notamment procédé à cette affirmation dans l'arrêt du 9 juin 1989, statuant en la formation de référés¹⁸. L'appelant avait essayé de démontrer que l'action en remboursement introduite par un associé mettrait inévitablement en péril l'activité de la société, s'il était fait droit à la demande de remboursement. La Cour de Paris, avec force conviction, a quant à elle considéré que le remboursement pouvait intervenir à tout moment, et que partant il ne devait pas être subordonné à la prospérité de la société. Comme

(14) V. CA Versailles, 3e ch., 29 oct. 1999, Sté Aquavert c/ Fauchoux : Bull. Joly 2000, n° 31, p. 167 et s.

(15) V. I. Urbain-Parléani : Rev. sociétés, 1987, p. 581.

(16) V. Cass. 3e civ., 12 mai 1993 : BRDA 11/1993, p. 8 ; CA, Ire ch. A, 2 juill. 1997 : BRDA 17/1997, p. 4.

(17) V. Cass. com., 15 juill. 1982 : Bull. Joly, 1982, p. 968 ; Rev. sociétés 1982, p. 308 ; et aussi Urbain-Parléani, Les comptes courants d'associés : LGDJ, 1986, n° 414 et s.

(18) V. CA Paris, 9 juin 1989, RTD com. 1990, p. 45.

le relevait très justement un des commentateurs de l'arrêt¹⁹, « la généralité des termes employés (par la Cour) exclue une discussion sur le terrain des faits » : la motivation ne souffre donc pas la discussion. Poursuivant ses développements, le même commentateur affirmait plus loin « cette solution (...) paraît tout à fait fondée. Si les acteurs économiques choisissent la voie de l'apport en compte courant, c'est parce que cette formule très souple permet d'éviter les conséquences du principe de fixité du capital social. Introduire insidieusement un principe de fixité du compte courant aboutit à déjouer les prévisions des parties et menace à terme les possibilités de financement des entreprises ». Immédiatement après, d'autres décisions, de sensibilité identique, abondèrent dans le même sens²⁰.

11. — Quid toutefois si l'entreprise débitrice fait l'objet, ou est susceptible de faire rapidement l'objet, d'une procédure collective ? Le titulaire du compte courant peut-il là encore réclamer quand bon lui semble le remboursement du solde créancier ?

Dans le cadre d'une liquidation de société, il a par exemple été jugé qu'un créancier de compte courant était parfaitement en droit d'en poursuivre le recouvrement²¹. Cette démarche risque bien entendu d'être vaine, et ses chances de succès paraissent bien faibles. Il n'empêche : techniquement, rien ne s'oppose à ce que la demande de remboursement soit portée à la connaissance du liquidateur. Il appartiendra seulement à l'associé de déclarer, par écrit, dans les formes et conditions imposées par la loi du 25 janvier 1985, le montant précis de sa créance de compte courant, en joignant à sa déclaration toutes les pièces, comptables ou autres, qui permettront de prouver la légitimité de sa requête.

Dans le même ordre d'idées, il a également été jugé que le remboursement d'un compte courant obtenu en période suspecte ne pouvait être annulé dès lors que l'associé en question ignorait tout de l'état de cessation des paiements de la société. Cet arrêt, rendu en 1991 par la Cour d'appel de Metz²², n'est finalement que l'application, *a contrario*, des règles posées par l'article 108 de la loi de 1985²³, lesquelles disposent notamment, qu'en matière de procédures collectives, est susceptible d'annulation tout paiement de dettes à un créancier connaissant l'état de cessation de paiements.

12. Dans un autre registre, l'exigibilité immédiate des sommes inscrites en compte courant implique une seconde conséquence : l'associé qui formule une demande de remboursement de compte courant ne peut se voir opposer une délibération de l'assemblée générale des associés prévoyant la limitation ou l'interdiction du remboursement dans deux cas précis :

Premier cas : lorsque ladite délibération n'a pas été prise à l'unanimité lors de l'assemblée en question. Cette position résulte d'un arrêt de la 25e chambre de la Cour d'appel de Paris du 5 mai 1995²⁴.

Ou deuxième cas : lorsque ladite délibération, prise en assemblée générale, intervient seulement après que l'un des associés a pour sa part obtenu un jugement ordonnant le remboursement de son compte courant. Par cet arrêt de 1982²⁵, la Cour de cassation a en effet été obligée de considérer que la société commettait un abus de droit dès lors que par cette délibération (laquelle prévoyait exactement une limitation du remboursement des comptes d'associés) elle semblait traiter différemment des associés qui devaient normalement être placés sur un pied d'égalité²⁶.

13. — Dans l'un ou l'autre des deux cas, la délibération prise en assemblée générale des associés ou des actionnaires, sera interprétée comme une mesure vexatoire à l'égard de celui qui présente sa demande

(19) V. A. Couret, Dépendance ou indépendance des qualités d'associé et d'apporteur en compte courant : Bull. Joly 1992, p. 7 et s.

(20) V. CA Paris, 12 nov. 1991 : RJDA 02/1992, n° 155, p. 115 ; Bull. Joly 1992, p. 90 ; RTD com. 1992, p. 820, obs. Champaud et Danet.

(21) V. Cass. com., 5 mars 1991 : Bull. Joly 1991, n° 170, p. 499.

(22) V. CA Metz, 4 avr. 1991 : Rev. pr. coll. 1992, n° 3, p. 310, obs. Guyon ; Dr. sociétés, avr. 1992, n° 80.

(23) V. L. n° 85-98, 25 janv. 1985, art. 107 et 108.

(24) V. CA Paris, 25e ch. B, 5 mai 1995, Aff. SARL Sofigex c/ SARL Computed Air Services (CAS) : JCP E 1995, pan. n° 817 ; Dr. sociétés, 1995, n° 183.

(25) Inédit, 25 janv. 1982.

(26) V. Lamy, Sociétés commerciales 2000, p. 955, n° 2165 ; et aussi A. Couret, Dépendance ou indépendance des qualités d'associé et d'apporteur en compte courant, préc.

de remboursement, décision collective qui ne peut être en général inspirée que par le seul désir de faire échec au dit remboursement.

Ainsi donc, au vu de ce qui précède, l'associé jouit manifestement d'une assez grande liberté pour faire valoir son droit à remboursement. Il maîtrise pour l'essentiel le fonctionnement de son compte (ce qui en soi n'est pas choquant) et pratique des retraits au gré de ses besoins sans nécessairement se soucier de l'état de la trésorerie de la société débitrice. La menace de voir pour cette dernière sa structure financière bouleversée, sous l'effet d'une brusque demande de remboursement, est bien réelle. C'est la raison pour laquelle, pour éviter de trop subir ce genre de risque, la jurisprudence et la pratique ont su au fil du temps imaginer des tempéraments.

III — LES LIMITES IMPOSÉES AU REMBOURSEMENT IMMÉDIAT DU COMPTE COURANT D'ASSOCIÉS

14. — Aujourd'hui, l'application du principe d'exigibilité immédiate des sommes inscrites en compte courant n'est pas forcément radicale. Les tempéraments sont en réalité de deux natures : ils ressortent tantôt d'un contrôle judiciaire exercé à l'occasion du remboursement, tantôt de règles particulières, posées conventionnellement ou statutairement, en amont de la demande de remboursement.

15. — *Les limites au remboursement immédiat du compte courant posées par le contrôle judiciaire* : Le juge a la possibilité d'intervenir à tout moment, sur demande, pour contrôler les modalités et les circonstances d'un remboursement de compte courant. Il peut faire obstacle au principe du remboursement immédiat s'il considère que la demande contrevient à l'*affectio societatis*, ou si elle est manifestement formulée de mauvaise foi.

Quelques exemples, tirés de la jurisprudence récente, illustreront ce propos :

Ainsi, il a notamment été jugé par la Cour d'appel de Paris que le remboursement du compte courant créancier d'un associé, qui peut normalement être sollicité à tout moment y compris en période de liquidation amiable (par application de l'article L. 237-24 du Code de commerce — ancien art. 412 de la loi du 24 juillet 1966 — en vertu duquel le liquidateur doit payer tous les créanciers, y compris les créanciers de compte courant, sans qu'un ordre de préférence ne soit prévu)²⁷, ne peut toutefois pas intervenir lorsque les associés ont manifestement de mauvaise foi lors du déroulement desdites opérations de liquidation. Il était en l'occurrence reproché à un associé d'avoir accepté le remboursement partiel de son apport en compte courant, alors même qu'il savait pertinemment qu'un autre créancier de la société avait été omis des opérations de liquidation amiable²⁸. Dans cette hypothèse, l'associé fautif, demandeur au remboursement du compte courant, engage sa responsabilité, et se trouve ainsi obligé de réparer le préjudice subi par le créancier omis, à concurrence du montant de la créance de ce dernier.

De son côté, le Tribunal de commerce de Lyon a pu également refuser le remboursement intégral d'un compte créancier, au motif que ledit remboursement aurait mis en péril la poursuite de l'exploitation de la société²⁹. À première lecture, la position adoptée par cette juridiction consulaire laisse supposer qu'il faille revenir plus de deux décennies en arrière lorsque certains arrêts posaient comme principe que le remboursement ne pouvait intervenir dans des circonstances telles que l'existence même de la société puisse s'en trouver hypothéquée³⁰. Ce serait faire là en réalité une lecture bien trop rapide du jugement ; car le Tribunal de commerce de Lyon n'écarte nullement le principe du remboursement : il précise seulement qu'au moment de la présentation de la demande par l'associé, il n'était pas possible, raisonnablement, d'accorder à ce dernier un remboursement portant sur cent pour cent de sa créance. Le tribunal proposa alors une solution médiane, originale, mais qui ne manque pas de pertinence : le droit

à remboursement immédiat du compte courant doit se limiter à la seule quotité remboursable laquelle correspond à la différence entre le fond de roulement de la société résultant d'un excédent du passif à court terme sur l'actif à court terme.

16. — D'autres arrêts, moins récents, ont posé, à l'occasion d'un contrôle judiciaire du remboursement, des limites beaucoup plus critiques. Il en est par exemple ainsi de l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence du 6 octobre 1981³¹. En l'espèce, un associé d'une SARL, à hauteur de 45 % du capital, réclamait le remboursement du solde créancier de son compte, pour une somme totale légèrement supérieure à cent mille francs. La cour refusa d'accorder le remboursement aux motifs que le demandeur n'avait pas consenti « vis-à-vis de la société, des sacrifices qui lui confèrent vis-à-vis des autres associés une situation privilégiée », et que le remboursement immédiat et intégral de son compte courant risquait de provoquer « une rupture d'équilibre entre les rapports en comptes courants des principaux associés (...) et que le principe de la participation aux pertes, proportionnelle à leurs intérêts, doit être appliqué ». Cette motivation est évidemment erronée en ce qu'elle repose sur une confusion entre la qualité de créancier et celle d'associé.

17. — Le contrôle du remboursement, exercé par le juge, ne doit donc pas conduire ce dernier, au nom de l'*affectio societatis*, à conditionner le sort des avances en comptes d'associés aux règles de participation aux pertes, lesquelles par définition ne s'appliquent qu'aux seuls apports. Le respect de l'*affectio societatis* doit tout au plus conduire le juge à aménager les modalités du remboursement, si les circonstances économiques l'exigent. C'est ainsi, notamment, que le juge est parfois amené à s'opposer au remboursement immédiat en accordant à la société débitrice des délais de paiement sur le fondement de l'article 1244 du Code civil : l'échelonnement des remboursements est alors nécessairement compris dans la limite de deux années.

18. — *Les limites au remboursement immédiat du compte courant posées conventionnellement ou statutairement* : Le remboursement à tout moment des sommes inscrites en compte courant heurte également un autre principe constant : la règle de l'exigibilité immédiate des sommes n'est pas d'ordre public. En d'autres termes, l'associé créancier et la société débitrice sont parfaitement en droit d'aménager ou de limiter le remboursement, conventionnellement ou statutairement. Dans cette perspective, il est par exemple admis que les parties peuvent s'entendre pour que l'avance en compte courant soit accordée pour un temps déterminé, le remboursement n'intervenant alors qu'au terme fixé par la convention. C'est bien évidemment le domaine de la convention dite de blocage. Parfois, seuls le créancier et la débitrice ont intérêt à convenir de ce blocage des avances ; bien souvent, le blocage en compte, pour une durée déterminée, n'est en réalité que la résultante d'une exigence posée par un tiers (en l'occurrence, une banque, qui peut parfaitement conditionner l'octroi de son crédit au profit de la société, au blocage des comptes courants). L'avantage est évident : le maintien des fonds en compte renforce la structure financière, et participe ainsi d'une certaine garantie de stabilité de la société³².

Ces aménagements conventionnels du remboursement doivent avoir été expressément acceptés par l'associé prêteur. Aucune modalité particulière de remboursement ne peut donc être laissée à l'appréciation discrétionnaire de la société, et encore moins dépendre de la seule volonté de la gérance³³. La jurisprudence considère qu'une modalité conventionnelle de remboursement de compte courant, ne dépendant que de la volonté discrétionnaire de la société, ou de son représentant légal, serait nulle, parce que potestative et de ce fait là contraire aux dispositions des articles 1170 et 1174 du Code civil.

19. — Les statuts peuvent aussi contribuer, à leur manière, à l'aménagement des modalités de remboursement. Cependant, cet aménagement, voire une décision radicale de blocage, ne peut être dans ce cas que le fruit d'une résolution votée par les associés à l'unanimité en assemblée générale. Il a été en effet jugé qu'une telle décision

(27) V. Cass. com. 5 mars 1991, préc. 12 févr. 1999, note 21.

(28) V. CA Paris, 12 févr. 1999, 25^e ch. B, Aff. May c/ Société LTE Laboratoire de techniques européennes : Juris-Data n° 020256 ; RJDA 11/1999, n° 1212, p. 981 et 982.

(29) V. T. com. Lyon 10 janv. 1995 : Dict. perm. Épargne et Produits Financiers, bull. 196, p. 5238 ; V. aussi Lamy, Sociétés commerciales, Éd. 2000, n° 2165.

(30) V. CA Paris 10 mai 1972.

(31) CA d'Aix-en-Provence, 6 oct. 1981 : Rev. sociétés 1982, p. 308, note Sortais.

(32) V. sur cette question les modèles de convention de blocage figurant en annexe.

(33) V. CA Versailles, 2 avr. 1999, aff. L. Dreyfus c/ de Bois : BRDA 12/1999, n° 1.

LE REMBOURSEMENT DU COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ (suite)

emportait nécessairement augmentation des engagements des associés au sens de l'article 1836, alinéa 2 du Code civil³⁴. Les faits de l'espèce qu'avait eu à trancher la chambre commerciale de la Cour de cassation à cette occasion étaient les suivants : un actionnaire, qui avait constitué un compte courant sur le fondement d'une simple convention verbale, en demandait légitimement le remboursement à la société, laquelle pensait pouvoir lui opposer une décision de blocage pour une durée de deux années, prise en assemblée générale sans le consentement de l'intéressé : la Cour a considéré que cette décision était inopposable à l'associé créancier, car contraire aux dispositions de l'article L. 511-46 du Code de commerce (ancien art. 153 de la loi du 24 juill. 1966).

Enfin, l'aménagement par la société des modalités de remboursement d'un compte courant, outre le fait que cette décision doit résulter d'un vote unanime des associés, doit aussi avoir été décidé antérieurement à la demande de remboursement présentée par l'associé prêteur. À défaut, si la décision était postérieure à la demande, la Cour de cassation considérerait que la société a commis un abus de droit³⁵.

ANNEXE

Formule type de promesse de blocage de compte courant, régularisée par un associé dans l'intérêt d'un tiers (établissement bancaire) :

Je soussigné.....

Demeurant à.....

À ce jour titulaire dans les livres de la Société (dénomination, siège, immatriculation au RCS...) d'un compte courant créateur en ma faveur d'un montant de francs (en chiffres et en lettres),

M'engage par la présente, envers la Banque (identification de l'établissement bancaire : dénomination, siège, immatriculation au RCS...) à maintenir, dans les livres de ladite société, la position créditrice de mon compte courant personnel à hauteur d'un montant minimum fixé à francs (en chiffres et en lettres), et ce tant que la Banque n'aura pas été intégralement remboursée des sommes que la Société pourrait rester lui devoir, pour quelque cause que ce soit.

(34) V. cass. com. 24 juin 1997 : aff. SA Gamm c/ Gambet : D. Affaires 1997, chr. p. 938 ; Bull. Joly 1997, p. 871, note Saintourens ; JCP E 1997, pan. n° 951.

(35) V. Cass. com. 25 janv. 1982, inédit, V. note 25.

Formule type de convention de blocage de compte courant, régularisée entre l'associé et la société :

Entre les soussignés :

La Société (Dénomination, siège, capital, immatriculation RCS...)

Ci-après dénommée « la Société »,

Et,

Monsieur (Madame)..... demeurant à.....

Ci-après dénommée « l'Associé(e) »

Il est préalablement rappelé que :

Monsieur..... est associé de la Société depuis et détient à ce jour % du capital.

En marge de son apport en capital, Monsieur..... a consenti à la Société une avance en compte courant d'associé. Monsieur est conscient que cette avance en compte courant n'ouvre pas droit à l'attribution de parts (actions) nouvelles à son profit.

Monsieur..... souhaite tout de même être garanti du montant de la rémunération dégagée par la mise à disposition de cette avance en compte.

De son côté, la Société ne souhaite pas subir, de la part de l'Associé, une demande inopinée de remboursement de compte courant.

C'est pourquoi, les parties ont décidé de régulariser la présente convention de blocage dans les termes ci-après définis :

Article 1 : Identification de la créance

À ce jour, l'Associé détient dans les livres de la Société une créance personnelle, inscrite en compte courant créateur, d'un montant de francs (en chiffres et en lettres).

Cette avance en compte courant a été consentie par l'Associé le.....

Article 2 : Rémunération

L'avance en compte courant, identifiée à l'article 1 ci-dessus, sera productive d'un intérêt annuel calculé au taux effectif global de..... %.

Les intérêts acquis chaque année seront capitalisés et porteront eux-mêmes intérêt au même taux.

Article 3 : Durée du blocage

L'avance en compte courant (telle qu'identifiée à l'article 1), ainsi que les intérêts capitalisés (tels qu'identifiés à l'article 2), seront bloqués dans les livres de la Société pendant un délai de..... ans, soit jusqu'au.....

Passé ce délai, l'Associé sera en droit de réclamer à la Société, à tout moment, le remboursement total ou partiel de sa créance de compte courant, capital et intérêts, sous réserve toutefois de respecter les formalités prévues à l'article 4.

Article 4 : Demande de remboursement

Passé le terme du délai de blocage énoncé à l'article 3, toute demande de remboursement devra être formulée par l'Associé, à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis de..... mois.

Fait à

Le

En deux exemplaires